

Annick Coupé : " Il faut un affrontement central avec ce gouvernement "

La porte-parole de l'union syndicale Solidaires se projette déjà dans l'après-23 septembre

ENTRETIEN

Annick Coupé est porte-parole de l'Union syndicale Solidaires, constituée à partir de dix syndicats autonomes, non confédérés. Cette union regroupe actuellement 45 fédérations ou syndicats nationaux appartenant à des secteurs professionnels divers, public et privé, comme SUD-Rail, SUD-Education, SUD-Aérien, Solidaires Finances ou SUD-Santé. Solidaires, qui revendique 90 000 adhérents, défend un syndicalisme de contre-pouvoir et de lutte.

Tout en participant depuis deux ans à l'intersyndicale, Solidaire réclame le retrait du projet de loi de réforme des retraites et appelle à la grève générale. Dans l'entretien qu'elle a accordé au *Monde*, à quelques jours de la journée de grèves et de manifestations du jeudi 23 septembre, Mme Coupé appelle à l'élargissement de la mobilisation et à " *un affrontement central* " avec un pouvoir dont elle dénonce " *l'arrogance* ". Elle proposera à l'intersyndicale d'organiser, avant le 5 octobre, une nouvelle mobilisation interprofessionnelle.

Le vote de la réforme des retraites à l'Assemblée peut-il démobiliser les salariés ?

En faisant respecter à tout prix " son " calendrier à l'Assemblée, le gouvernement veut dire aux salariés " la réforme est passée ! " Mais le sentiment que cette réforme est injuste persiste. Chacun voit que c'est insupportable : les jeunes qui galèrent, les femmes aux carrières incomplètes, les salariés âgés virés des entreprises, les métiers pénibles... C'est toujours aux mêmes qu'on demande les sacrifices.

Quelles remontées avez-vous du terrain sur le climat social et politique ?

La vie quotidienne de nombreux salariés est marquée par les difficultés : pouvoir d'achat, conditions de travail, dévalorisation des agents publics, précarité, peur du chômage. Il y a beaucoup de colère face à l'arrogance du pouvoir. On nous dit qu'il n'y a pas d'argent pour les retraites mais les banques, sauvées par l'Etat à coup de milliards d'euros sans aucune contrepartie, se sont refait une santé. Les profits du CAC 40 n'ont jamais été aussi hauts. Le bouclier fiscal symbolise cette politique : une moyenne de 362 126 euros pour 1 169 ménages les plus fortunés ! Le gouvernement agit d'abord en faveur des possédants, du patronat et des rentiers...

L'Elysée observait le 7 septembre au soir que les taux de grévistes était inférieur à ceux de 2003 contre la réforme Fillon. Comptez-vous, jeudi, sur une participation à la grève en hausse ?



JULIEN CHATELIN/FEDEPHOTO
POUR " LE MONDE "

LE CALENDRIER SOCIAL

Jeudi 23 septembre Nouvelle journée de grève et de manifestations contre le projet de réforme des retraites à l'appel de l'intersyndicale (CGT, CFDT, CFTC, CFE-CGC, FSU, Solidaires, UNSA) et de FO. A la SNCF, la CGT, l'UNSA, la CFDT et FO appellent à la grève. SUD-Rail déposera un préavis de grève reconductible. Des perturbations sont à prévoir dès mercredi soir. A la RATP, FO et SUD appellent à manifester, les autres syndicats à la grève. L'ensemble des réseaux de transport urbain devraient être touchés.

Vendredi 24 Réunion de l'intersyndicale sur les suites à donner à la mobilisation.

Lundi 27 Examen en commission des affaires sociales du Sénat du projet de réforme des retraites.

Mardi 5 octobre Ouverture du débat au Sénat en séance publique sur le projet de réforme.

[\[-\] fermer](#)

En 2003, la mobilisation était celle du secteur public. Le privé avait été durement touché en 1993. Aujourd'hui, le mouvement est interprofessionnel. On a constaté des taux de grévistes pas vus depuis longtemps dans les hôpitaux, à La Poste, à France Télécom, à la météo ou à la SNCF. Des débrayages importants ont eu lieu dans l'industrie, la banque ou le commerce... Cette mobilisation s'enracine dans le pays. La grève, c'est vrai, est un engagement difficile pour les salariés. Mais grèves et manifestations sont les deux faces d'une même détermination. Le 23, la mobilisation doit s'élargir.

Programmer des mobilisations à répétition, n'est-ce pas courir le risque de voir le mouvement s'effriter ?

Nous n'avons pas d'autre choix, face au mépris gouvernemental, que d'amplifier le rapport de forces.

Vous demandez le retrait de la réforme des retraites, ce que ne demande pas l'intersyndicale. Et vous êtes favorable à une grève générale, à tout le moins reconductible. Pourquoi restez-vous à l'intersyndicale ?

L'intersyndicale s'est mise d'accord sur un compromis pour dire que le projet est "*injuste et inacceptable*". Mais nous savons que pour imposer une autre réforme, il faut d'abord gagner le retrait du projet actuel ! Pour cela, il faut préparer un affrontement central avec ce gouvernement qui passera par un mouvement d'ensemble tel que Nicolas Sarkozy sera obligé de reculer, comme Jacques Chirac sur le contrat première embauche (CPE) !

Personne ne peut dire à l'avance quelle forme cela peut prendre : grève générale, grèves reconductibles, manifestation à répétition... La question n'est pas de décider à la place des salariés mais de porter cet objectif. Dans l'intersyndicale, il y a débat sur la stratégie d'action comme sur les revendications. L'allongement de la durée de cotisation mise en avant par François Chérèque dans sa tribune du *Monde* du 9 septembre est loin de faire l'unanimité. Mais l'unité syndicale reste décisive pour les mobilisations et nous y sommes attachés car nous voulons gagner.

Certains secteurs, en particulier les transports, sont-ils prêts à se lancer dans des grèves reconductibles ?

A la veille du 23, c'est une question qui se discute, et bien au-delà de Solidaires. Des appels unitaires se multiplient en ce sens. Le 24, beaucoup d'assemblées générales sont prévues, souvent à l'appel de plusieurs syndicats. Dans la chimie, par exemple, la CGT pose comme nous la question de la grève reconductible dans les -raffineries et cette idée fait son chemin...

Vous sentez-vous en mesure de rallier à vos arguments une partie de la CGT ?

Il ne s'agit pas que la CGT nous rallie : il s'agit de construire avec les salariés le meilleur rapport de forces possible pour gagner ! Cette question est posée tout autant dans les autres syndicats, et Solidaires ne prétend pas avoir la "*recette magique*".

La direction de la CGT ne croit pas possible une réédition du mouvement de 1995. Et vous ?

Il n'y a pas de modèle ni de lutte exemplaire à dupliquer... Si en 1995, le gouvernement a reculé, comme en Guadeloupe l'an dernier, c'est parce qu'il y avait un mouvement d'ensemble, appuyé sur des grèves et des manifestations massives. Et aujourd'hui, il y a plus de précarité, plus -d'éclatement du salariat, le poids de la crise.

Bernard Thibault juge risqué de faire porter à une partie des salariés, par exemple les cheminots, la responsabilité d'une grève qui resterait isolée et pourrait provoquer un retournement de l'opinion contre les grévistes...

Sur un tel dossier, une grève qui resterait isolée et ne serait pas massivement soutenue, quel qu'en soit le secteur, ne permettrait sûrement pas de gagner. A l'inverse, attendre que tous les secteurs partent en grève en même temps conduit aussi à l'impasse. Pour Solidaires, il s'agit bien de continuer à élargir la mobilisation sans freiner les secteurs qui ont plus de capacité à se mobiliser collectivement et qui peuvent créer une dynamique d'ensemble.

Exiger le retrait du projet de loi sur les retraites, c'est demander à Nicolas Sarkozy de capituler. En le faisant, ne vous mettez-vous pas, vous aussi, dans une position complètement bloquée ?

Ce projet n'est soutenu par aucun syndicat, les salariés le rejettent et la majorité de nos concitoyens soutiennent largement les actions. La responsabilité d'un gouvernement est de prendre la mesure de cette situation ! Si un débat de fond est nécessaire sur l'avenir des retraites, cela suppose de mettre tout sur la table, notamment la question de la répartition des richesses et du blocage des cotisations patronales... Mais pour cela, l'actuel projet doit être retiré. Il n'est pas négociable.

Comment voyez-vous l'après-23 septembre ? Pensez-vous que le Sénat puisse amender le projet de loi ?

Il est à craindre que comme à l'Assemblée, les ordres viennent d'en haut et que les velléités de certains sénateurs de la majorité soient recadrées par l'Elysée. C'est le niveau du rapport de forces qui fera bouger les choses. Après le 23, il faudra très vite un nouveau rendez-vous interprofessionnel avant le démarrage du débat au Sénat le 5 octobre. Des manifestations le week-end permettraient d'articuler les mouvements reconductibles et une large mobilisation de tous, notamment du privé où il est plus difficile de faire grève. Rien n'est joué, il est encore possible de gagner.

Propos recueillis par Claire Guélaud

© Le Monde

◀ **article précédent**

La visite de Benoît XVI en Grande-Bretagne...

article suivant ▶

Les salariés lillois, parfois désabusés,...